



Photo de Sarah MEYSSONNIER (afp). Visite du chantier du Village Olympique avec Emmanuel Macron, Jean Castex, Anne Hidalgo. Octobre 2021, Saint-Denis.

Politiques du logement Les patrons font-ils la loi ?

Jeudi 6 novembre 2025
9h-17h30

Salle R3.48, CERAPS
Université de Lille, Campus Moulins
1 place Déliot, 59000 Lille

P R É S E N T A T I O N

À la suite des travaux pionniers de la sociologie urbaine marxiste des années 1970, l'idée selon laquelle les intérêts économiques façonnent les politiques urbaines s'est largement imposée en France. Dans le domaine du logement, les recherches de sciences sociales consacrées à ce sujet ont pourtant souligné la faible capacité des acteurs privés à infléchir l'élaboration de l'action publique aux niveaux national et local, délimitant ainsi leur rôle à celui d'intermédiaires importants dans la « mise en œuvre » des politiques du logement. Dans la lignée des invitations à se départir d'une quête – souvent incertaine – de « l'influence » dans l'analyse des groupes d'intérêt, cette journée d'étude propose de réinterroger ces formes de rencontres entre intérêts « politiques » et « économiques ». Les patrons font-ils la loi dans les politiques du logement ? À partir d'enquêtes empiriques originales ancrées dans des espaces et des époques divers, il s'agira de voir dans quelles et à quelles conditions élu·es, fonctionnaires et patrons de l'immobilier (promoteurs mais aussi multinationales de la location courte durée), en viennent (ou non) à développer des intérêts concordants et des visions partagées dans la conduite de l'action publique.

Pour ce faire, la journée d'études propose d'attirer l'attention sur les relations interpersonnelles et les ressources échangées entre élu·es, fonctionnaires et acteurs privés, en nous plongeant dans les lieux où s'élaborent les politiques du logement : mairies, comités stratégiques ou techniques, dispositifs de concertation, services de l'État, événements professionnels, terrains de chasse et restaurants. Au-delà des résultats empiriques novateurs qu'elle propose de faire apparaître, la journée d'études invite plus largement à réfléchir aux implications théoriques de ces enquêtes, qu'elles concernent l'analyse du métier d'élu, le rôle des fonctionnaires et la participation des patrons de l'immobilier à l'action publique, en questionnant ainsi les constats et séquences historiques établies du gouvernement des villes en France.

P R O G R A M M E

9h : Accueil des participant·es

09h30-12h30 : Session 1

Discussion par Julie Pollard

Antoine Gosnet, « Coproduction et circulation des élites : la mission de préfiguration de la SGP comme laboratoire d'hybridation institutionnelle ».

Apolline Meyer, « Quand la décolonisation crée une ville privée. Rapatriés, petits patrons du bâtiment et production urbaine à Carnoux-en-Provence (1958-1968) ».

Clément Barbier et Fabien Desage, « Sécuriser l'investissement, construire le marché. Quand l'État assure le développement de l'immobilier (1960-1970) ».

14h30-17h30 : Session 2

Discussion par Julie Gervais

Huana Assanuma Ota De Carvalho, « Quand les patrons d'un promoteur public construisent un nouveau produit d'investissement : le cas du logement locatif intermédiaire ».

Henri Brianchon, « Des maires courtiers de la promotion immobilière. Socio-histoire des partenariats public-privé autour de l'urbanisation du foncier agricole et de la marchandisation du logement (agglomération lilloise, 1955-2005) ».

Hadrien Herrault, « Les conditions de l'appropriation publique d'une expertise patronale. Le cas des politiques métropolitaines du logement social ».